

Interview de MM. François Hollande, Président de la République, et Shimon Peres, Président de l'Etat d'Israël, à BFM TV le 18 novembre 2013, sur les relations franco-israéliennes, l'antisémitisme, le nucléaire iranien et sur les négociations israélo-palestiniennes.

Ruth ELKRIEF - Bonsoir Monsieur le Président Shimon PERES.

Shimon PERES, Président de l'Etat d'Israël - Bonsoir.

Ruth ELKRIEF - Bonsoir Monsieur le Président François HOLLANDE.

François HOLLANDE, Président de la République française. Bonsoir.

Ruth ELKRIEF - Merci beaucoup d'avoir accepté notre interview. C'est une image très forte, une image rare, celle de deux Présidents côte à côte dont un Prix Nobel de la Paix. Merci d'avoir accepté d'être ensemble. Est-ce que ça veut dire que c'est une nouvelle lune de miel entre Israël et la France ?

Shimon PERES - Mon cher ami, ce n'est pas une lune de miel ou alors une lune de miel extrêmement longue puisque le souvenir en remonte à plus de soixante ans et ce goût de miel reste toujours aussi sucré et aussi frais. Je crois que nous sommes tous amoureux de la France et nous sommes tous amoureux de la France du fait de la hauteur de ses valeurs, de la profondeur de son histoire, de la fermeté de sa politique et à cause également de sa longueur de vue et de planification. Des Champs-Élysées à l'Europe unie, vous savez que c'est Napoléon qui était le premier à mettre en avant l'importance de l'égalité des droits. Voilà donc autant de raisons pour une amitié profonde entre nous.

LE PRESIDENT - Oui, il y a une continuité. L, le Président PERES l'a évoqué lui-même, il était aux côtés du Général de GAULLE avec BEN GOURION au début de la Ve République et lorsque que l'Etat d'Israël vivait ses premières années d'indépendance. Il a connu François MITTERRAND. Il rappelle que c'est avec François MITTERRAND qu'ils avaient évoqué les accords d'Oslo qui ont conduit au Prix Nobel de la Paix attribué à Shimon PERES. Il est aujourd'hui avec moi ou plutôt je suis avec lui. Donc il y a cette continuité. La France a toujours été une amie d'Israël et en même temps, elle a toujours dit ce qui lui paraissait être le bon chemin pour la paix. Car être un ami d'Israël est de dire aussi à son ami la vérité sur ce qui doit être l'aboutissement, c'est-à-dire la paix.

Ruth ELKRIEF - Monsieur le Président HOLLANDE, l'accueil a été particulièrement chaleureux en Israël et aussi chez les Palestiniens ce matin. Est-ce que cela reconforte lorsqu'on vient d'une France qui est déboussolée, qui s'interroge, qui se défie ?

LE PRESIDENT - La France doit être consciente de ce qu'elle représente pour le monde. Elle peut avoir ses problèmes, il y a des difficultés économiques, chacun les connaît, il y a des efforts à faire mais la France, c'est plus qu'un pays, c'est une idée. C'est aussi une contribution à la paix. La France est capable d'être l'amie d'Israël et d'être reconnue comme telle, d'aller en territoire palestinien et d'être attendue pour le soutien que mon pays peut porter au processus de négociation qui est en cours. C'est ça la France et les Français doivent en être fiers non pas pour les moments que nous traversons mais pour ce que la France continue à jouer comme rôle dans

le monde.

Ruth ELKRIEF - Monsieur le Président PERES, demain, il va y avoir un hommage aux victimes de la tuerie de Toulouse qui sont enterrées à Jérusalem. Est-ce que vous êtes inquiet, vu de Jérusalem, sur l'antisémitisme en France, pour la communauté juive en France ?

Shimon PERES - Je crois que l'accueil que nous proposons ici au Président HOLLANDE exprime bien à quel point nous apprécions son courage sur les sujets les plus difficiles. Et je crois que ces attentats de Toulouse étaient précisément l'expression d'un antisémitisme que nous devons combattre. Le Président HOLLANDE m'a fait ce mois-ci un discours extrêmement fort contre le racisme. Il a également adopté une position très ferme concernant l'Iran, concernant le terrorisme. Il ne s'agit donc pas au cours de cette visite simplement d'échanger des politesses. L'amitié entre Israël et la France est une amitié profonde et longue et durable.

Ruth ELKRIEF - L'antisémitisme existe encore en France, vous l'avez reconnu. Il y a même des expressions de racisme ces derniers temps contre une de vos ministres. Qui est responsable ? Est-ce qu'il y a des gens qui encouragent de tels comportements ?

LE PRESIDENT - Il y a des responsables, ceux qui se laissent aller à des écarts de langage, ceux qui cherchent toujours un adversaire pour le stigmatiser, ceux qui se méfient de la couleur de la peau ou de l'origine de leurs propres voisins. Il y a toujours des responsables.

Ruth ELKRIEF - Qui sont-ils ?

LE PRESIDENT - Ce que nous devons faire quand nous sommes à la tête de l'Etat, ce qui est mon cas, et avec la force du droit, nous devons pourchasser, lutter, éradiquer le racisme et l'antisémitisme, ne rien laisser passer. On laisse une phrase être prononcée, on laisse un acte être commis, un enfant dans une école parce qu'il est Juif, être moqué, un Arabe parce qu'il est Musulman peut être mis en cause pour sa religion et puis après, un ministre parce qu'il a, en l'occurrence elle a une couleur de peau ! Nous devons être d'une fermeté totale parce que de cette facilité, cet écart de langage arrive un acte terroriste, celui qui a été commis à Toulouse. Ce n'était pas si loin, c'était il y a à peine deux ans. Aucune de ces blessures n'est refermée et pour ce qui me concerne, je ne serai jamais en paix ou plus exactement je ne laisserai jamais en paix ceux qui se mettent du côté de l'antisémitisme et du racisme. Mais l'antisémitisme, nous avons aussi notre propre histoire et j'ai voulu qu'elle puisse être évoquée après ce qu'avait d'ailleurs déclaré le Président CHIRAC avant moi et notamment par rapport à la rafle du Vel d'Hiv'. Il faut aussi regarder notre histoire parce qu'elle a charrié cet antisémitisme et que nous ne devons pas le laisser ressortir.

Ruth ELKRIEF - Le Président PERES l'a évoqué, un sujet vous rapproche aujourd'hui de manière très claire et très forte, l'Iran. Monsieur le Président HOLLANDE, vous avez eu des propos très fermes sur l'Iran. Est-ce que la France a rejoint le camp des Faucons ? Est-ce que nous n'allons pas nous isoler ?

LE PRESIDENT - Qu'est-ce que nous recherchons ? Pas simplement la France. Qu'est-ce que la communauté internationale veut ? C'est qu'il n'y ait pas de prolifération nucléaire, c'est-à-dire que l'Iran

Ruth ELKRIEF - Est-ce que nous sommes des Faucons aujourd'hui en France ?

LE PRESIDENT - Nous sommes le pays qui a posé des exigences et qui a été capable de convaincre tous les partenaires notamment ceux que l'on appelle le groupe des six, d'avoir cette nécessité de mettre l'Iran devant sa responsabilité. Il n'est pas question que l'Iran puisse accéder à l'arme nucléaire. Que l'Iran veuille disposer de l'énergie nucléaire civile, nous le comprenons parfaitement, c'est son droit. Mais que l'Iran puisse avoir les possibilités d'une arme nucléaire, ce serait une menace directe pour la sécurité pas simplement d'Israël, de la région mais aussi pour le monde entier. Il a fallu que nous posions un certain nombre de points d'arrêt et ces points d'arrêt ont été retenus par un texte, dans un texte et maintenant, c'est sur la base de ce texte que les Iraniens doivent se prononcer.

Ruth ELKRIEF - Monsieur le Président PERES, vous avez apprécié cette position mais néanmoins, on dit qu'un accord arrivera. Vous croyez qu'il y aura un accord, vous seriez favorable quand même à un accord ?

Shimon PERES - Bien sûr d'accord, mais ce n'est pas de mon ressort. Les responsabilités du Président

SHIMON PERES - Bien, tout d'abord, permettez-moi de rebondir sur les remarques du Président HOLLANDE. Nous devons nous demander pourquoi l'Iran souhaite un armement nucléaire. L'Iran n'a pas d'ennemis, n'est pas menacé dans sa sécurité. L'Iran dispose de bien assez de pétrole pour couvrir ses besoins énergétiques et l'Iran reste un pays pauvre. Pourquoi veulent-ils investir autant d'argent dans ce développement nucléaire ? L'Iran construit également des missiles de longue portée. Pourquoi ? Autant de questions brûlantes. Or, l'Iran et en particulier son ancien Président souhaite la mort d'Israël et la mort des Etats-Unis !

Ruth ELKRIEF - Il ne le dit plus aussi clairement, le nouveau Président !

Shimon PERES - C'est exact & il reste que nous avons vu des manifestations et puis ce ne sont pas des choses qui s'oublient du jour au lendemain. Effectivement, le nouveau Président est tout à fait poli et urbain mais sa position reste extrêmement ferme. Il aurait pu dire qu'il souhaitait la paix, qu'il souhaitait coexister avec Israël. Pourquoi cette réticence à porter un discours positif ?! Et puis vous savez, pour un Juif, après la Shoah, d'entendre un Président qui nie l'Holocauste, qui appelle à la destruction d'Israël je ne veux pas exagérer la chose mais enfin c'est quelque chose d'extrêmement effrayant non seulement pour nous mais je crois pour le reste du monde. Par ailleurs, outre les efforts nucléaires de l'Iran, nous savons que l'Iran soutient également un grand nombre de groupes terroristes dans le monde. Je crois que le monde est aujourd'hui fatigué de ces politiques-là.

Ruth ELKRIEF - Le Premier ministre NETANYAHU dit qu'un mauvais accord entraînerait la guerre & est-ce que vous approuveriez une frappe sur des sites nucléaires iraniens ?

Shimon PERES - Je crois qu'étant donné les sanctions économiques et la pression politique que nous appliquons, il existe encore la possibilité que l'Iran s'épargne à lui-même ces complications inutiles. Non seulement l'Iran a-t-elle cessé ses déclarations très belliqueuses mais je crois qu'ils ont également renoncé à l'ambition hégémonique sur le Moyen-Orient. Le moment est venu pour l'Iran de changer d'attitude et de reprendre des relations plus normales.

Ruth ELKRIEF - Vous y êtes opposé ?

Shimon PERES - A quoi donc ?

Ruth ELKRIEF - A une frappe israélienne contre les installations nucléaires iraniennes ?

Shimon PERES - Israël, qui n'a jamais menacé personne, est menacé aujourd'hui. Israël ne souhaite que se défendre. Vous savez, en 66 ans, Israël a traversé sept guerres. Aucun autre pays ne peut se prévaloir de ce type d'expérience. Nous ne sommes pas les Etats-Unis. Nous sommes confrontés sans doute à des forces supérieures aux nôtres et si nous venions à perdre une seule guerre, cela menacerait directement notre existence. Nous souhaitons la paix, nous recherchons la paix avec les Palestiniens et avec les Iraniens. Nous soutenons les efforts de la communauté internationale pour infléchir la politique iranienne. Nous sommes sérieux sur ces efforts-là. Nous espérons certainement et nous souhaitons que cela puisse se faire sans intervention militaire mais il arrive un moment et voilà pourquoi j'admire la position actuelle de la France il arrive un moment où il faut être ferme, où on ne peut plus faire demi-tour.

Ruth ELKRIEF - Un accord est possible bientôt à Genève ?

LE PRESIDENT - La solution de la négociation est toujours préférable. La France avec ses partenaires cherche un accord. Pas n'importe quel accord. Nous avons fixé des exigences, empêchant l'accès au nucléaire militaire de l'Iran. Si l'Iran accepte ces exigences et je crois que les sanctions font leur effet, que l'Iran réfléchit, alors il y aura un accord et il sera bon pour l'ensemble de la région, pour Israël, pour l'Iran qui en finira avec cette situation et pour le monde entier.

Ruth ELKRIEF - Vous avez parlé, Monsieur le Président HOLLANDE, en hébreu aux Israéliens & « je serai toujours votre ami », avez-vous dit & en arabe, aux Palestiniens, ce matin « vive l'amitié franco-palestinienne », c'est un geste qui a été apprécié des deux côtés. Est-ce que ça veut dire que vous dites aux Israéliens ce qu'ils veulent entendre et aux Palestiniens ce qu'ils veulent entendre ?

LE PRESIDENT - Je ne fais pas de l'équilibre & je n'ai pas deux langages, un langage en Israël, un langage en Palestine. J'essaie d'avoir la même position. Si on veut que les Israéliens et les Palestiniens trouvent le chemin de la paix, il est bien temps. Ça fait près de 65 ans qu'ils se

regardent, se combattent et donc pour qu'il y ait la paix, il faut qu'il y ait des pays la France en est un, pas seule qui puissent dire aux Israéliens ce qui doit être fait comme geste et ce qui doit être également accompli par les Palestiniens pour qu'il puisse y avoir enfin non pas un accord de plus mais un accord définitif qui épuise toutes les revendications et qui permette aux deux peuples de vivre dans deux Etats avec la sécurité pour chacun.

Ruth ELKRIEF - Vous avez demandé ce matin, Monsieur HOLLANDE, l'arrêt total et définitif de la colonisation pour faire aboutir la négociation. Est-ce que vous êtes sur cette ligne, Monsieur le Président PERES ?

Shimon PERES - Tout d'abord, permettez-moi de dire que le Président HOLLANDE possède un excellent hébreu pour lequel je le félicite, non seulement pour la qualité de sa langue mais également pour le contenu de son message. Soyons sérieux : chacun d'entre nous sait que nous devons parvenir à un accord et à une solution partagés. Voilà un processus qui a commencé à Oslo, qui doit aboutir à une solution pour nos deux Etats, ce qui implique bien sûr que chacun devra renoncer à des territoires. Je suis parfaitement d'accord avec le Président HOLLANDE lorsqu'il dit que nous devons franchir cette étape en une seule fois et non pas en deux fois. Nous avons accompli suffisamment de progrès pour envisager cela et la position israélienne qui a évolué au cours du temps, consiste aujourd'hui à dire que ces négociations doivent mettre un terme final à l'ensemble des revendications. Nous ne pouvons pas cesser ces négociations et reprendre par la suite et nous avons neuf mois devant nous.

Ruth ELKRIEF - Vous croyez aux miracles ?

Shimon PERES - Ce n'est pas un miracle, je crois à la réalité. Vous savez, on peut toujours se perdre en petites phrases, en citations des uns et des autres mais il y a une réalité et je sais, sur la base de mon expérience, que c'est à cette réalité qu'il faut faire face et on ne peut pas se payer d'espoir. La réalité ne nous permet pas aujourd'hui, que ce soit aux Palestiniens ou à nous-mêmes, d'envisager toute autre solution. Nous ne pouvons pas permettre que les souffrances continuent.

Ruth ELKRIEF - Dans les deux pays, il y a en ce moment un climat de méfiance à l'égard de Barack OBAMA et de son administration sur l'Iran, sur les négociations peut-être entre Israéliens et Palestiniens Vous comprenez ce sentiment ?

LE PRESIDENT - Non, parce qu'ici, Barack OBAMA par la voix de John KERRY ou directement, a tenu des paroles qui convenaient pour appeler à la négociation, pour aussi en finir avec la colonisation. Les Etats-Unis ont joué parfaitement leur rôle mais n'attendons pas trop des Etats-Unis. C'est toujours une tentation soit de les montrer du doigt en se plaignant de leur puissance, soit en considérant qu'ils ne sont pas là où ils devraient être. Mais il faut que des grands pays et la France en est un puissent se déterminer comme nous l'avons toujours fait, souverainement et librement. Ça vaut aussi pour Israël qui a à faire ces choix, en tenant compte bien sûr de la position de ses amis mais en ne dépendant pas simplement d'une déclaration, fût-elle du Président américain ou du Président français. C'est en fonction de ses propres intérêts mais aussi de sa propre responsabilité parce qu'Israël est un pays qui s'est fait tout seul, même s'il a été reconnu par le droit international. Ce pays a aussi une responsabilité pour l'ensemble de la région et du monde.

Shimon PERES - Permettez-moi de rebondir sur ces remarques du Président. Nous savons à peu près comment gérer ce problème des colonies. Nous ne sommes pas encore parvenus à un accord parfait mais nous savons quel principe doit être appliqué et ce principe est le suivant : les colons se verront offrir le choix, soit de rentrer chez eux, soit de rejoindre l'un des trois blocs sous souveraineté israélienne où ils auront l'opportunité de demeurer. Les colons qui souhaiteront rester sur place, devront rejoindre l'un de ces trois blocs de territoires. Il faut encore mener à bien les négociations finales mais sachez que nous sommes en faveur d'un Etat palestinien. Nous coexistons aujourd'hui sans doute mieux que ce que les gens croient parfois. Nous avons en Israël deux millions de citoyens arabes qui sont traités de manière parfaitement égale. Je connais bien Mahmoud ABBAS, j'ai négocié avec lui pendant longtemps et je crois que nous pourrions parvenir à un accord. Ça ne fait pas de moi un optimiste mais un réaliste.

Ruth ELKRIEF - Une dernière question, ce qui frappe, Monsieur le Président HOLLANDE, depuis le début de ce voyage, c'est l'hommage à votre fermeté, au courage de vos positions, de la part des deux camps, israélien et palestinien. Ce n'est pas l'image que vous avez aujourd'hui en France & on vous reproche on s'inquiète d'un manque d'autorité. Est-ce que vous comptez y répondre ? Est-ce que vous comptez prendre une initiative là-dessus ?

LE PRESIDENT - Qu'est-ce que j'ai fait depuis dix-huit mois en France si ce n'est prendre des décisions, pas faciles, pas nécessairement populaires, j'en conviens. Mais quand il convient de rétablir les comptes publics c'est toujours plus facile de laisser filer les déficits, c'est ce qu'ont fait mes prédécesseurs moi je ne l'ai pas admis. Sur la compétitivité, pas facile vous savez de quelle famille politique je viens de dire : aujourd'hui il faut soutenir les entreprises & soutenir les entreprises, c'est soutenir l'emploi. Je l'ai fait. Quand il s'est agi aussi de faire un certain nombre de réformes y compris de société, qui ne rassemblent pas tous les Français même encore aujourd'hui, mais sur le mariage pour tous, je l'ai fait. Donc chaque fois que j'ai à prendre une décision qui me paraît nécessaire pour mon pays, je ne dis pas qu'elle plaît, je ne dis pas qu'elle convainc toujours mais je la prends. Pour la vie internationale, je n'ai pas non plus hésité. Beaucoup de Français se demandaient ce qu'on allait faire au Mali, se posaient la question « est-ce que c'est bien la responsabilité de la France d'aller lutter contre le terrorisme dans un pays du Sahel ? » Nous l'avons fait. J'en rends encore hommage aux soldats qui y sont encore. C'était nécessaire, pas simplement parce que nous y aurions eu un intérêt aucun intérêt de la France mais parce que c'était la responsabilité d'un pays comme le mien. J'ai pris cette décision elle compte encore aujourd'hui qui change aussi le rapport que les Africains ont avec la France. Je vais réunir tous les chefs d'Etat africains à la fin de l'année, au début du mois de décembre, non pas pour qu'ils viennent nous demander un soutien, mais tout simplement pour leur dire : c'est à vous d'assurer votre propre sécurité. Et croyez-moi, l'image de la France en Afrique en est radicalement changée.

Ruth ELKRIEF - Merci beaucoup. Merci beaucoup Messieurs les deux Présidents, merci de nous avoir accordé cette interview. Merci.

LE PRESIDENT - Merci.